



Août 2022
Bureau
Bamako

Revue de presse du Mali

15.08. – 30.08.2022

Bienvenue sur la revue de presse bi-hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse bi-hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à l'insécurité.

Contenu

- **POLITIQUE**
LE MALI S'ISOLE !
- Cette stratégie est-elle murement réfléchie ?
- **SOCIÉTÉ**
La lutte contre l'insécurité à Bamako
- **Gestion de la flambée des prix : Assimi s'en mêle !**

POLITIQUE

LE MALI S'ISOLE !

Cette stratégie est-elle murement réfléchie ?

Pendant que nombre de Maliens applaudissent chaleureusement l'assainissement du pays des « parasites » qui n'auraient d'autres agendas que de plonger le pays dans les abîmes, les esprits les plus sceptiques se gardent de s'enflammer et, surtout, s'interrogent sur l'aboutissement de tout ce déchainement de populisme et de nationalisme.

De plus en plus, le pays s'isole à un rythme effréné. Outre Barkhane, Takuba, et les missions européennes, c'est désormais la MINUSMA qui serait en ligne de mire. La paranoïa s'installe au sein de la masse populaire.

Tout le monde serait contre le Mali et voudrait empêcher la marche du pays vers une réelle indépendance. Le Mali serait en train de se débarrasser de tous les alliés officiels qu'il avait dans sa lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Selon les tenants actuels du pouvoir, ceux-ci, à leur tête Barkhane, plutôt que d'être la solution au problème, seraient devenus le facteur qui aggravait la situation sécuritaire.

Le discours du PM Choguel Maïga à la tribune des Nations-Unies qualifiant l'attitude des forces françaises au Mali d'abandon en plein vol, aura fait vibrer la fibre nationaliste chez beaucoup de Maliens.

Plus tard, le pays cherchera officiellement le départ de Barkhane. S'en sont suivis ceux de la force EUTM et de Takuba. Ainsi, le Mali se retrouve, du moins officiellement, quasiment sans véritables alliés dans sa guerre.

La présence d'un groupe de mercenaires russes sur le sol malien bien que reconnu par le président Vladimir Poutine et avant lui, par le chef d'Africom et le chef d'Etat-major français, est jusqu'à l'heure, niée par les autorités de la Transition. Le seul allié de poids que le pays ait, semble-t-il, reste sa coopération avec la Russie qui ne cesse de multiplier la livraison d'armes et d'équipements militaires.

Chaque livraison fait l'objet d'une communication soyeuse afin de montrer certainement au peuple malien, que le travail s'accomplit plutôt bien.

Cependant, la récente suspension par l'Allemagne de ses opérations militaires dans le cadre de la MINUSMA, après que le pays ait pour une seconde fois refusé une autorisation de survol, a tout de même de quoi inquiéter.

C'est quand même les hélicoptères allemands qui ont évacué les soldats maliens blessés à l'issue de la bataille de Tessit.

L'Allemagne aurait vécu cette interdiction comme de l'ingratitude.

La position actuelle du Mali est-elle tout pour l'Est rien pour l'Ouest ? Est-ce là, la monnaie de la pièce qu'octroie en ce moment la Russie, à savoir de se débarrasser de tout allié occidental ? Ou est-ce tout simplement la conviction profonde des dirigeants actuels que c'est là, la bonne solution pour faire sortir le pays de l'ornière ?

La situation est des plus délicates, surtout que le front terroriste ne cesse de monter en puissance ces derniers mois. Tout haut, des Maliens crient au complot et dénoncent la main invisible de puissances étrangères derrière ces attaques car tout simplement, les dirigeants auront pris leur responsabilité.

Tout bas, d'autres indexent la politique en cours du moment qui consisterait à agiter le drapeau du nationalisme à tout va, de toujours accuser l'autre des échecs essuyés, et de l'enjolivement de la situation alors que la réalité serait tout autre.

Les plus sceptiques poussent leur raisonnement au point de se demander si le Mali ne serait devenu qu'un pion de choix pour la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine à laquelle participe fort activement nombres de puissances occidentales.

Et ce, alors que le Mali se trouve globalement dans une zone présentée historiquement comme la chasse gardée de la France.

Le deal serait le suivant. En échange de garantir la stabilité du pouvoir des dirigeants de la Transition le pays des Tsars leur aurait intimé de se débarrasser de toute présence occidentale.

Et comme la matière militaire est leur compétence par excellence, assurance leur a été donné que la lutte contre le terrorisme, grâce à leur soutien et peut-être aussi aux mercenaires, seraient gagnée.

Sauf qu'il semblerait que le deal était trop beau pour être vrai, en tous cas, pour le moment.

Une chose semble logique cependant, la présence russe, comme celle des militaires au pouvoir s'inscrit dans la durée.

Des décisions d'envergure ont été prises et elles ne peuvent se défaire aussi simplement. Pour la présence militaire, elle peut l'être par l'accès à la magistrature suprême par le biais d'élection, mais aussi, de manière plus insidieuse, dans l'ombre d'un président de la République qui aura, lui aussi, conclu un deal. Celui d'être, quelque part, guidé par les militaires qui seront dans l'ombre. Un peu comme c'est le cas du moment, avec la Russie qui guiderait avec insistance certaines décisions du pouvoir de la Transition.

Evidemment, tout cela relève du domaine des hypothèses. Nul ne saurait connaître ce qui se passe dans les méandres du pouvoir à moins d'en faire partie. Mais, dans les mois ou années à venir, la vérité se montrera.

Ahmed M. Thiam
Source: L'Alternance

SOCIÉTÉ

La lutte contre l'insécurité à Bamako

Faire un état des lieux de la sécurité au niveau du District de Bamako et ses alentours et recueillir les avis et recommandations de la société civile pour renforcer la sécurité de la population et de leurs biens. Tel est l'objectif de la rencontre entre le Centre de Genève pour la Gouvernance du Secteur de la Sécurité (DCAF) en collaboration avec le Gouvernorat du District de Bamako, des Directions régionales respectives de la Gendarmerie Nationale, de la Police nationale et de la Protection Civile.

La rencontre tenue en début Août au Gouvernorat du District de Bamako, 2ème du genre, a pu évaluer la situation sécuritaire de Bamako et trouver des voies adaptées pour y faire face.

En effet, le constat est réel, depuis quelques semaines, Bamako est en train de vivre des incursions des individus suspects venant du centre. « Nous travaillons beaucoup avec la population. La ville de Bamako est sérieusement menacée.

La situation est alarmante, chaque jour nous avons au moins une dizaine d'alertes autour de Bamako, notamment des communes rurales. Vers Sangarébougou, Banguineda, Sénou, Zantiguila, et surtout vers Touréla » a-t-il fait savoir.

Pour sa part le Colonel Seydou Kamissoko, dira que dans le cadre des opérations de lutte contre les groupes jihadistes, une grande partie de son effectif se trouve à l'intérieur du pays. Une situation qui a considérablement affaibli le nombre des agents de la gendarmerie à Bamako.

Nonobstant, des unités spécialisées font des opérations de contrôle de zones deux ou trois fois par semaine. S'y ajoutent, des patrouilles, organisées 24h/24h autour de Bamako malgré certaines difficultés.

De son côté, le Directeur régional de la police du district de Bamako, le Contrôleur général de police Seydou Diarra, a affirmé que le dispositif à sa disposition est renforcé aujourd'hui par la hiérarchie afin d'assurer la quiétude au sein de la population.

Par ailleurs, en raison des menaces terroristes sur la ville de Bamako, il a indiqué que des mesures particulières ont été prises et qui sont en cours d'exécution. Celles-ci permettent de prévenir au maximum des attaques.

« Aujourd'hui, nous avons non seulement ces menaces terroristes mais également des bandits locaux au niveau de la ville qui nous empêchent souvent de circuler librement dans nos activités. Il faut lutter contre tous ceux-ci, Dieu merci, on arrive à maîtriser la situation. » a-t-il rassuré.

Avant d'affirmer que depuis l'accentuation de cette menace terroriste, plus de 200 individus signalés par la population ont été interpellés. La population a compris qu'elle doit accompagner sa police.

Source: Le sursaut

Gestion de la flambée des prix

Dimanche 07 août 2022, le président de la Transition, le colonel Assimi Goïta, a convoqué une session extraordinaire du Conseil des ministres. Le but était de prendre des mesures urgentes et concrètes pour soulager la population de la montée vertigineuse des prix de divers articles.

Quelques jours plutôt, le mardi 02 août 2022, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Mahmoud Ould Mohamed, avait présidé une réunion conjointe des membres des différents cadres de concertation et ceux du Conseil national des prix pour situer la cause de cette flambée vertigineuse des prix de certains produits.

Selon la direction générale du Commerce et de la Concurrence (DGCC), la cherté de la vie est mondiale.

Elle a cité d'abord la crise en Ukraine puis la Covid-19 qui ont entraîné une hausse généralisée des prix sur le marché international. Lors de son intervention, Modibo Keita, porte-parole des Commerçants grossistes, a promis de ne ménager aucun effort pour le retour à la norme.

C'est dans cette optique que le président de la Transition a convoqué une session extraordinaire du Conseil des ministres le dimanche 07 août 2022. Au terme des échanges, l'État a décidé de réduire de 50% la base taxable à l'importation de 300 mille tonnes de riz, 60 mille tonnes de sucre et 30 mille tonnes d'huile alimentaire. Quant au gaz butane, la mise en œuvre de la subvention se poursuit. Le ministère de l'Économie et des Finances a payé aux opérateurs gaziers une bonne partie des arriérés estimée à 7 milliards de FCFA.

Toujours dans la dynamique de lutte contre le commerce illicite et la hausse injustifiée des prix à la consommation, les agents de la DGCC appuyés par des forces de l'ordre de la police nationale sont à pied d'œuvre pour contrôler les prix sur le marché et mettent en garde les commerçants contre les comportements spéculatifs et le désordre économique. La DGCC exhorte la population de refuser de payer plus cher et de dénoncer les contrevenants.

Source : ZirInfo

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Ulf Laessing, Directeur régional programme Sahel
basé à Bamako

Aminata Traore, Assistante de Programme / rédactrice
en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

www.kas.de/Sahel

<https://twitter.com/RegionalSahel>

www.facebook.com/profile.php?id=100078030371507

Ulf.laessing@kas.de / Aminata.traore@kas.de

Badalabougou - Est
Bamako/Mali
B.P. E 1247
Téléphone:
+223-20.23.00.36
Info.bamako@kas.de
www.kas.de/sahel

www.kas.de